

Le monde s'achemine vers une démondialisation. Mais laquelle ?



Alors que le caractère central et incontournable de l'Occident dans la mondialisation est remis en question, la guerre en Ukraine pourrait bien accélérer ce processus et remettre en cause l'équilibre que nous connaissons actuellement

Avec Barthélémy Courmont , Jean-Marc Siroën

Atlantico : Dans les conséquences économiques de la paix, John Maynard Keynes racontait la vie de la classe de loisirs londonienne qui pouvait commander depuis son lit des produits du monde entier et qui, surtout, "estimait cet état de chose comme normal, fixe et permanent, bien que pouvant être amélioré ultérieurement, jusqu'à ce que la guerre de 1914-1918 éclate et fasse voler en éclat ces certitudes. Avec la pandémie, mais surtout la guerre en Ukraine, est-ce ces mêmes certitudes, 100 ans plus tard, qui volent en éclat ?

Jean-Marc Siroën : Keynes constatait la fin du Monde d'hier (pour reprendre un autre grand témoin de l'époque, Stefan Zweig) mais déplorait surtout l'incapacité des vainqueurs à construire un nouvel ordre mondial. On le sait, le livre de Keynes écrit en 1919 dénonçait le Traité de Versailles et la dureté des conditions imposées à l'Allemagne. Que ce soit à cette époque ou aujourd'hui, les questions géopolitiques et les questions économiques sont étroitement liées et c'est bien ce que dit Les conséquences économiques de la paix. L'économie est une fin en soi, mais c'est aussi un instrument pour affaiblir l'adversaire.

J'ignore bien sûr ce que Keynes nous dirait aujourd'hui sur la guerre d'Ukraine, mais s'il est nécessaire de revenir à l'histoire et d'y rechercher des analogies éclairantes, les deux conflits n'ont ni la même ampleur ni les mêmes enjeux. Si on considère par exemple la forme de la mondialisation, ce n'est pas tellement la « classe de loisirs », de Londres ou d'ailleurs qui accède aux produits du monde entier mais les classes moyennes : vêtements bon marché, smartphones, Netflix, automobile, etc. Une remise en cause de la mondialisation n'atteindrait donc pas que les classes supérieures. Ce qui est remis en cause par la Première Guerre mondiale, c'est aussi un certain ordre orchestré par des puissances impériales rivales sous domination britannique. Ce qui est en question aujourd'hui c'est l'ordre post-rooseveltien fondé sur le multilatéralisme, le droit international et les organisations internationales. Cet ordre avait résisté à la guerre froide malgré le partage du monde en zones d'influence et il s'était renforcé après la chute du mur de Berlin. On a pu alors croire, à tort, à un monde unipolaire et à une fin de l'histoire telle qu'annoncée par le philosophe Francis Fukuyama. La stratégie de dissuasion nucléaire a pu être délaissée puisque la globalisation est censée créer des interdépendances qui rendent les guerres trop coûteuses. La coopération finirait par s'imposer comme régulateur des crises. Il est vrai que lors de la crise de 2008, cet ordre n'a pas si mal fonctionné sous l'égide, notamment, du G20. Le désastre des années 1930, consécutif à la crise de 1929, a ainsi été évité. Mais, depuis, il a été de plus en plus sévèrement écorné non seulement par la Chine et la Russie mais aussi, à sa façon, par les Etats-Unis, une nouvelle fois tentés par les sirènes de l'isolationnisme. Qui pense aujourd'hui à faire appel au G-20 (avec ou sans la Russie...) ?

La guerre en Ukraine confirme surtout ce que l'on soupçonnait depuis un certain temps : la globalisation ne garantit pas la paix et la démocratie. Les interdépendances qu'elle crée ne suffisent pas à empêcher les guerres. Les pays ne sont pas « rationnels » en ce sens qu'ils sont prêts à assumer des pertes (économiques, humaines, etc...) pour réaliser d'autres objectifs qu'économiques, nourris par l'idéologie, le nationalisme, les frustrations, la haine de l'autre et je ne sais quoi encore. Dès lors, l'interdépendance, qu'on pourrait appeler tout aussi bien « dépendance réciproque » que génère la mondialisation ne peut plus être considérée comme une garantie suffisante pour maintenir la stabilité du monde et donc la paix et la prospérité.

Barthélémy Courmont : La certitude évoquée par Keynes est celle du caractère central et incontournable de l'Occident dans la mondialisation. On constate depuis deux décennies que cette certitude est de plus en plus contestée, au point de ne plus être une grille de lecture satisfaisante des équilibres économiques internationaux contemporains. De nouveaux acteurs

de l'économie internationale, au premier rang desquels la Chine, se sont imposés, et l'idée selon laquelle les désirs des décideurs occidentaux ont valeur d'ordres a vécu. Ce n'est pas tant la pandémie ou la guerre en Ukraine qui en sont les déclencheurs, mais plutôt les révélateurs. C'est une tendance de long terme, que notre incapacité à affronter ces deux défis considérables ne fait qu'accentuer. De quoi parle-t-on exactement ici ? De sanctions sévères contre la Russie mais qui ne sont pas suivies par la majorité des pays du monde, ces derniers ne partageant pas la vision de l'Occident et refusant de se couper de Moscou. D'une volonté d'isoler Poutine, certes louable d'un point de vue moral, mais peu réaliste compte-tenu des liens que ce dernier conserve avec d'autres pays. L'Occident clame qu'il isole la Russie, mais il est lui-même isolé. Après la Première Guerre mondiale, les Occidentaux pouvaient continuer de tout commander de leur lit parce que l'Occident restait maître du jeu. Mais c'est désormais terminé, et ces crises à répétition - et leur gestion - ne font que le confirmer.

Quels sont les indicateurs actuels que la démondialisation est en cours ?

Jean-Marc Siroën : Si on se limite au commerce, on ne peut que constater une rupture depuis une dizaine d'années : le commerce mondial croît au même rythme que le PIB mondial alors que depuis les années cinquante on s'était habitué à ce qu'il augmente deux ou trois fois plus vite. Il y a néanmoins une part d'illusion statistique dans ce constat due à l'évolution même des échanges. Les produits que consommaient les Londoniens aisés il y a un siècle n'étaient peut-être pas tous anglais, mais ils avaient une origine : France, Inde, Etats-Unis... Ce n'est plus vrai aujourd'hui. La Chine exporte des smartphones qui ne contiennent qu'une part minime de valeur ajoutée chinoise. En fait, si ralentissement du commerce il y a, il a commencé dans les années 1980 avec la fin des trente glorieuses mais il a été masqué par le développement des chaînes mondiales de valeur. Je prends un exemple simple. Supposons que l'Allemagne exporte une automobile 100 % Made in Germany ne contenant donc aucune pièce importée et qu'elle la vend 20 000 \$ aux Etats-Unis, les exportations allemandes comme les exportations mondiales augmenteront de 20 000 \$. Mais supposons maintenant que la firme allemande importe des pièces de Chine, du Japon etc.. pour 10 000 \$. Les exportations allemandes seront toujours de 20 000 dollars, mais les exportations mondiales passeront à 30 000 \$. En d'autres termes, les statistiques du commerce international enregistrent plusieurs fois la même chose ! Finalement, le PIB mondial (qui n'enregistre que la valeur ajoutée) ne bouge pas mais le commerce mondial augmente de 50 %. Le ralentissement de la croissance du commerce mondial constaté s'explique ainsi en grande partie par le fait que, depuis une dizaine d'années, la fragmentation de la chaîne mondiale de valeur a atteint ses limites. Reste à savoir si la prise de conscience des risques de l'interdépendance et les relocalisations sont susceptibles de la faire régresser.

Barthélémy Courmont : Plutôt que de parler de démondialisation, il me semble plus approprié de faire mention d'une désoccidentalisation, ce qui provoque une crise dans la

mondialisation qui s'accentue depuis la fin de la Guerre froide, comme je le développe dans mon dernier livre, Chine-USA, le grand écart. Crise dans la mondialisation (VA éditions, 2022). Cette désoccidentalisation de l'économie internationale est surtout visible dans l'incapacité des sociétés occidentales à transformer les matières premières en produits de consommation, comme c'était le cas depuis des siècles, et à grande échelle depuis la révolution industrielle. Cette capacité de transformation a été progressivement déplacée vers d'autres pays, en Asie en particulier, au point de faire de l'Occident un simple acteur de la mondialisation, et plus l'acteur central comme c'était auparavant le cas. Avec la guerre en Ukraine et les sanctions imposées à la Russie, l'Occident ne se montre pas capable d'enrayer cette tendance et, compte-tenu des conséquences des sanctions pour le monde occidental, il risque d'accélérer son déclin et voir sa suprématie un peu plus contestée.

Les experts s'accordent à dire que, quelle que soit l'issue du conflit en Ukraine, on assistera à une démondialisation. Au vu des tendances que l'on observe actuellement, à quoi pourrait ressembler la démondialisation qui s'annonce? Le scénario de deux pôles, avec un orient autocratique se divisant progressivement d'un Occident démocratique morcelé est-il le plus probable ?

Jean-Marc Siroën : Je ne suis pas certain que les experts soient aussi consensuels et affirmatifs.

La démondialisation économique est une chose, l'ordre politique en est une autre. Les deux sont évidemment liés et c'est justement sur les formes de ce lien qu'il faut s'interroger. Peut-on continuer à échanger des biens, des services, des capitaux avec des pays qui ne partagent ni les mêmes valeurs, ni les mêmes règles économiques basiques ?

On parlait autrefois d'un monde tripolaire. Il ne s'est jamais vraiment concrétisé. Va-t-on renouer avec un monde bipolaire où les éventuels conflits se régleraient en interne ? Mais qu'entend-on par-là : deux grandes régions autosuffisantes ? Difficile pour la Chine qui dépend autant de ses exportations que de ses importations. Les « routes de la soie » contredisent d'ailleurs cette perspective. La Russie reste un nain économique qui ressemble davantage à un fauve blessé qu'à une grande puissance protectrice. Quid de l'Inde, ennemi de la Chine mais certainement pas disposée à entrer dans le giron occidental, etc. ?

Ce qui peut accréditer la thèse de la démondialisation c'est moins la « rationalité » économique que la montée des nationalismes entretenue par la nostalgie des anciens Empires, un sentiment exacerbé de déclin — du pays, des classes moyennes, - et un certain déni des dangers à venir (épidémiques, climatiques, financiers,...). C'est une spirale qui échappe vite à tout contrôle puisque le nationalisme des uns provoque presque mécaniquement le nationalisme des autres.

Barthélémy Courmont : C'est une probabilité, mais il ne faut pas se focaliser sur la nature des régimes politiques qui, bien qu'importante, est ici secondaire. Sinon, comment expliquer que l'Inde, plus grande démocratie du monde, refuse d'accompagner les sanctions occidentales? Comment expliquer que la plupart des pays asiatiques, y compris les démocraties, sont embarrassés face aux sanctions? Idem pour Israël. Le déplacement de la mondialisation n'est pas uniquement un facteur politique, c'est avant tout une réalité économique. Les relations entre la Chine et la Russie suggèrent la formation d'un pôle autocratique qui s'opposerait aux démocraties occidentales. Cette réalité ne date pas d'hier. Mais beaucoup plus important est le phénomène de rejet de l'Occident, qui ne se limite pas aux pays non démocratiques, et découle essentiellement de l'incapacité du monde occidental à atteindre son objectif, en tout cas présenté comme tel, d'assurer un développement équitable et prolongé, et de rendre la justice dans le monde. L'Occident a, d'une certaine manière, échoué et se trouve désormais confronté à ses erreurs. Le reconnaître n'est certainement pas faire le jeu de Poutine ou de Xi Jinping, et encore moins s'en réjouir. Mais le nier est une grave erreur dont les conséquences se mesurent à l'aune de cette perte de légitimité.

Cette évolution est-elle inéluctable ? Et irréversible ? Que pourrait-on faire contre ?

Jean-Marc Siroën : Même si la situation actuelle peut laisser croire à une démondialisation accélérée, on ne se débarrassera pas si vite des interdépendances y compris entre d'éventuels blocs ou alors avec des coûts difficilement acceptables dans les démocraties, du moins.

Rien ne serait pire qu'un monde aux responsabilités éparses. La Russie aurait-elle déclaré la guerre à l'Ukraine si les Etats-Unis n'avaient pas affiché leur désintérêt pour l'Europe ... ? Pour revenir à Keynes et à l'après Première Guerre mondiale, il y a pire que la dislocation du monde d'avant : la déstructuration du monde d'après. La construction d'un ordre mondial post-Traité de Versailles a certes été tentée (la Société des Nations) mais impuissant, du fait, notamment, du retrait des Etats-Unis, ce qui avait laissé le champ libre aux Hitler, Staline, Mussolini ...

Après la Seconde Guerre mondiale, le nouvel ordre soutenu par les Etats-Unis avait pour but explicite de ne jamais revivre les années 1930. Pour y arriver, les Etats-Unis imposèrent un certain partage des rôles au sommet du monde avec un succès mitigé dû à la guerre froide et aggravé par les hésitations ou les erreurs de l'hegemon. Mais qui pourrait aujourd'hui inspirer un élan qui mettrait sur la table les grandes questions qui conditionnent l'avenir : la paix et la stabilité économique, bien sûr, mais aussi le changement climatique, le risque épidémique, les entreprises hyperpuissantes, la maîtrise de la finance mondiale, etc....? On ne voit pas très bien.

Barthélémy Courmont : Rien n'est inéluctable. Et bien sûr plusieurs mesures sont engagées afin de contrer ce processus. Les guerres commerciales de Trump, décrié souvent de manière caricaturale, avaient pour objectif de contrer cette transition de puissance vers la Chine. Le problème est que ces guerres furent menées avec deux décennies de retard, et les Etats-Unis les avaient perdues avant même d'en prendre la mesure. La stratégie du pivot vers l'Asie de Barack Obama répondait à la même logique. Mais là encore, avec du retard et une grande difficulté à convaincre les acteurs régionaux. La politique de développement de l'Afrique de l'administration Clinton s'inscrivait dans la même dynamique, mais elle fut peu efficace dans la durée. Pendant ce temps, l'Occident voyait sa crédibilité contestée en livrant des guerres sur la base de mensonges, et en se montrant incapable de faire d monde post-Guerre froide un monde pacifié et meilleur pour tous. Alors que faire? Déjà prendre conscience de nos responsabilités, immenses, dans la guerre d'Ukraine, dans l'échec du multilatéralisme, dans la perte de vitesse de la démocratie, qui n'est plus aujourd'hui perçue - et c'est un vif sujet d'inquiétude - comme le meilleur des modèles. Ensuite en cessant de croire que notre vision du monde est unanimement partagée, à l'exception de quelques ennemis de la "communauté internationale". L'arrogance de l'Occident est, depuis des décennies, son pire ennemi, elle pourrait devenir son tombeau. Enfin, en acceptant de reconnaître nos erreurs, plutôt que de chercher à isoler les autres, et donc à mieux nous isoler un peu plus chaque jour. C'est en restant fidèle à nos valeurs, à la fois la démocratie mais aussi la multipolarité, que l'Occident sera en mesure de continuer à jouer un rôle de premier plan. En niant la multipolarité et en cherchant à rejouer la Guerre froide, nous irons de désillusion en désillusion, et nous finirons par perdre.